

**Espèces exotiques envahissantes
Une menace majeure pour la biodiversité**

TABLE RONDE

Monsieur Michel VAMPOUILLE, Vice Président du Conseil Régional d'Ile de France en charge de l'Environnement

J'ai été frappé de constater qu'on ne connaissait rien sur l'écureuil autochtone. J'ai été frappé, mais en définitive, pas tellement. Je ne suis pas un spécialiste de la biodiversité mais comme je m'en occupe dans la région, je commence à la connaître un peu. Le deuxième point qui me frappe, c'est ce qui a été dit aussi par la plupart des intervenants. C'est qu'en définitive, les connaissances sont très éclatées. Il y a un milieu scientifique, il y a un milieu associatif qui se parlent, qui ne se parlent pas, qui se parlent éventuellement difficilement, qui veulent bien échanger les données, mais on ne sait pas trop s'ils veulent vraiment. Y compris entre les scientifiques, ça ne se cause pas forcément. Entre associatifs, y compris sur les mêmes animaux, ça ne parle pas forcément très facilement. On a voté au Conseil Régional une charte de la biodiversité en 2003. 80% des élus ont rigolé un peu en disant que c'est un truc avec quelques élus qui se font plaisir. Aujourd'hui, malgré tout, on constate que ce n'est plus un thème qui fait sourire. Personne ne dit que c'est de la fumisterie. On a financé les études sur l'écureuil de Corée et sur la tortue de Floride. Cela a été cité dans une publication d'un groupe d'opposition comme étant de l'argent gaspillé. Dans ce domaine de l'environnement, les études sur la biodiversité, sur le moineau ou sur la tortue de Floride sont encore considérées un peu comme du gadget. C'est vrai que la plupart des gens ne sont pas forcément de mauvaise volonté. Effectivement, il y a une coupure forte entre les milieux des gens qui connaissent et puis les opérateurs sur le terrain. Personne n'a forcément la volonté de détruire un milieu ou de provoquer une prolifération d'une espèce invasive parmi les gestionnaires publics ou les gestionnaires d'espaces publics. Je croie

que les deux points, si on veut vraiment progresser sur la communication et sur l'information, c'est d'abord que ça ne peut venir que d'une communication globale sur la biodiversité. Si on n'a pas une plus grande sensibilisation générale à la biodiversité, on aura du mal à expliquer qu'il vaut mieux l'écureuil roux que l'écureuil gris, sauf à dire qu'il y a des aspects économiques. Mais là, avant qu'on les voit chez nous, il va se passer un certain temps. D'abord communiquer sur l'ensemble de la biodiversité. Je pense que malgré tout, l'époque est plutôt favorable. Il y a une prise de conscience. Dans l'un des exposés, je croie que c'était sur les tortues, il a été dit que 70% des français ne s'intéressent pas à l'environnement. J'ai trouvé que c'était un peu sévère. C'est peut-être vu de la part des gestionnaires donc de gens hyper compétents, hyper spécialisés. Je pense qu'il y a une grande partie de la population qui est quand même sensibilisée sur les questions d'environnement, mais qui n'a pas forcément les bons réflexes quand on propose des interventions. Cela étant, je suis Vice Président du PNR du Vexin et quand on piège les ragondins, on n'a pas, non plus, d'hostilité qui s'exprime. J'ai reçu quelques mails de gens qui disaient que c'était scandaleux. Mais d'une manière générale, ce sont quand même des choses qui sont assez acceptées si elles sont bien communiquées. Donc, il y a un besoin de faire en sorte que tous ces gens travaillent un peu ensemble. C'est pour ça que nous allons créer en votant au mois de juin la stratégie régionale de la biodiversité, une agence régionale de la nature et de la biodiversité qui a pour objectif, non seulement d'être un observatoire et donc d'améliorer les connaissances sur la biodiversité en Ile de France, puisque là, il s'agit d'Ile de France, mais aussi d'être, on espère et on pense qu'on y arrivera même si ça peut prendre un certain temps, un lieu où se retrouvent à la fois, le monde scientifique, le monde associatif mais aussi des grands opérateurs style ONF ou Gaz de France. On a signé, il n'y a pas très longtemps, une convention avec le réseau de transport de gaz pour faire en sorte que les corridors sur lesquels passent les conduites de gaz, puissent être gérés d'une manière un peu plus performante pour la biodiversité. Il faut faire en sorte que tous ces gens se parlent puisque, je suis peut être optimiste, on peut partir du principe qu'il y a des gens de mauvaise volonté. Il y a en quand même. Ce qui veut dire que la réglementation restera nécessaire aussi. Même si 80% des gens sont bien intentionnés, ou même 90%, les 10% qui s'en foutent, malgré tout, il faut les empêcher de nuire parce qu'il suffit de 10% de mauvaise volonté. C'est assez suffisant. C'est une réflexion générale sur la façon dont on

fonctionne en France sur l'ensemble des sujets. Il y a une coupure très forte entre le milieu scientifique et les acteurs de terrain, pas seulement sur ce sujet là. Je croie que c'est peut-être notre culture jacobine et au fait qu'on pensait que l'Etat aller faire tout. On voit bien que sur ces sujets, ce sera de plus en plus les régions qui feront avec des échelles différentes. Pour l'instant, il y a assez peu d'élus complètement motivés. Il faut agir là où il y a des conseillers généraux qui sont motivés, il faut agir au niveau du Conseil Général. On en n'est pas encore à définir très précisément où est le milieu pertinent. Il sera nécessaire d'arriver enfin à avoir une vraie loi de protection de la nature en France parce que les différentes mesures qui existent, deviennent complètement incompréhensibles à la fois pour le citoyen, mais aussi pour un élu local. Si il a un problème, est-ce qu'il interpelle l'Etat sur Natura 2000 ou sur autre chose ? Est-ce qu'il interpelle le PNR sur lequel il est éventuellement ? Est-ce qu'il interpelle les espaces naturels sensibles des départements ? Est-ce qu'il interpelle les réserves naturelles régionales ? Je croie qu'il y a une trentaine de mesures de protection. On est quand même dans un bazar qui fait que ça devient extrêmement compliqué. On a un besoin de simplification et un besoin de faire en sorte que les gens qui connaissent et les gens qui sont des acteurs de terrain se parlent et agissent dans les mêmes structures.